

Inter Pares

B U L L E T I N

Vol. 21, N° 1, Janvier 1999

Résister au contrôle, affirmer sa dignité

Ce jour-là, les rues de Khulna débordaient de milliers de gens défilant bras dessus, bras dessous. Leur enthousiasme et leur détermination perçaient dans les rires et les chants. Ils arboraient des bannières sur lesquelles on pouvait lire : «Non à l'élevage des crevettes!» et d'une seule voix ils scandaient : «Cette terre est à nous!»

Ces manifestants étaient venus de leurs villages situés sur les côtes du Bangladesh pour commémorer la vie de Karunamoi, une jeune femme abattue huit ans plus tôt alors qu'elle tentait de protéger sa terre menacée d'être volée par les éleveurs de crevettes. Depuis, cette commémoration annuelle célèbre la force grandissante du mouvement populaire grâce auquel de grandes parties de la région ont été libérées de cet élevage qui détruit l'environnement et qui est non viable économiquement. Ce rassemblement annuel est également l'occasion de souligner les efforts collectifs des gens pour définir et façonner eux-mêmes la voie à suivre pour développer et soutenir leurs communautés.

En protestant, ces villageois résistent à la domination exercée sur eux. Mais cette domination – et la résistance qu'on lui oppose – prennent de multiples formes. En fait, une des facettes de l'histoire de l'humanité est l'histoire de la domination qui s'exerce sur le travail des gens et leurs déplacements, sur leurs moyens d'existence et de reproduction. C'est l'histoire de l'esclavage, de la répression armée, des déplacements forcés et des génocides – l'histoire de l'usage de la force brutale d'un groupe contre un autre.

Mais l'histoire de l'humanité c'est aussi celle de la résistance, celle du courage d'un peuple face à la tyrannie et de la résistance face à l'injustice. C'est l'histoire des efforts résolus pour survivre, pour trouver la paix et la joie, la sécurité ainsi que la promesse d'un monde meilleur. Ce bulletin présente un aperçu de ce combat riche et hétérogène, de l'obstination et de la créativité des gens qui résistent à la domination.

Bien que chaque peuple marginalisé se distingue par les lieux, les circonstances particulières et le détail de sa propre histoire, tous font partie d'une même tapisserie complexe et cohérente sur la trame de



Faris Ahmed

laquelle se tissent leurs histoires respectives. Traversant le temps et l'espace, cette tapisserie relie entre eux les peuples Arawak des Antilles de l'Ouest qui ont été décimés, les Africains exploités comme esclaves dans les plantations du Sud des États-Unis, les nations autochtones parquées dans des réserves et leurs enfants séquestrés dans des pensionnats, et les femmes des Philippines qui travaillent aujourd'hui dans les quartiers des prostituées au Japon. Les histoires de ces populations ne sont disparates qu'en apparence.

Cette tapisserie raconte aussi l'histoire de ceux et celles qui, par soif de richesses et de pouvoir, réduisent d'autres humains au rang de ressources exploitables et remplaçables. Elle révèle également leur histoire commune – le vol des terres, l'expropriation des ressources, le déplacement forcé de populations, la dévastation systématique des gagne-pain et des traditions des peuples du tiers monde. C'est aussi l'histoire de l'abdication des gouvernements qui abandonnent leurs responsabilités face au bien-être de leurs citoyens. En fait, c'est l'histoire de la subordination de la dignité humaine, et de la vie elle-même, à cette quête explicite de richesses et de pouvoir.

Mais cette tapisserie est également celle des gens qui résistent et refusent collectivement de se soumettre à la domination d'une élite. Elle est tissée d'innombrables gestes de protestation, de la résistance

tranquille et quotidienne ainsi que la détermination des gens à inventer des solutions justes et équitables. Elle illustre la persévérance des travailleurs migrants pour préserver leur gagne-pain et leur avenir, ainsi que la détermination des femmes à contrôler leur corps et à protéger leur santé. Elle raconte aussi la marche de milliers de pêcheurs et de fermiers dans les rues de Khulna, reprenant résolument le contrôle de leurs ressources locales et du développement de leurs communautés.

À chaque tentative de résistance, les mécanismes de contrôle sont redoublés – nouvelles lois pour restreindre encore plus la traversée des frontières, renforcement des armées pour soutenir les régimes autoritaires, élaboration de nouvelles rhétoriques pour justifier l'abandon des citoyens par les gouvernements. Les forces déployées contre les pauvres de la planète sont considérables. Mais la volonté des gens de résister et de transformer le monde n'a jamais été aussi forte et créatrice, aussi tenace et remplie d'espoir. C'est la volonté d'affirmer leur dignité, de reconstruire leurs communautés, de garantir leur gagne-pain et d'assurer leur avenir.

Depuis plus de 20 ans, Inter Pares travaille avec des organisations du tiers monde qui soutiennent les gens dans leurs efforts pour le changement et la prise en main de leur destinée. Ce bulletin décrit quelques-uns de ces efforts.

Préserver l'humanité : *les femmes ne sont pas à vendre*

Des enfants de huit ans à peine travaillent dans les bordels de Calcutta et de Mumbai. Des milliers de fillettes du Népal sont emmenées de force en Inde où elles sont asservies à l'esclavage sexuel. Fuyant la guerre dans leur pays, de jeunes Birmanes sont obligées de travailler dans les quartiers de prostituées en Thaïlande ou en Inde. Des milliers de jeunes Antillaises, trompées par la promesse d'un avenir meilleur, se retrouvent coincées comme travailleuses du sexe dans les enclaves touristiques. Des jeunes femmes, recrutées aux Philippines puis emmenées à Tokyo, Toronto ou ailleurs, découvrent finalement le sordide «divertissement» que l'on attend d'elles.

Voilà quelques exemples qui démontrent comment les fillettes et jeunes femmes sont perçues : une simple matière première que l'on peut acheter ou vendre sur le marché international. Beaucoup sont emmenées outre frontières et se retrouvent sans aucun statut légal ni droit de résidence ou de protection. Elles sont apatrides et vulnérables non seulement entre les mains de ceux qui prennent le contrôle de leur corps et de leur vie, mais aussi face aux autorités judiciaires qui les traitent comme des immigrantes illégales ou carrément comme des criminelles.

Dans toutes les sociétés, les femmes et les filles ont depuis toujours été victimes d'abus et d'exploitation sexuels. Cependant, elles se retrouvent encore plus vulnérables quand les mécanismes économiques marginalisent de plus en plus de gens et, surtout, quand ils minent le rôle des femmes dans la production. Ainsi, en Asie du Sud, les femmes ont toujours joué un rôle majeur en agriculture. Or, l'agriculture moderne, centrée essentiellement sur des cultures d'exportation, des semences à haut rendement et des intrants importés, rend leur rôle secondaire. Les femmes et les filles deviennent alors superflues dans ce processus de modernisation. Pour trouver du travail, beaucoup de filles et de femmes n'ont alors d'autre choix que de migrer. C'est ainsi qu'un très grand nombre d'entre elles deviennent une matière première commercialisable sur le marché contrôlé par des hommes.

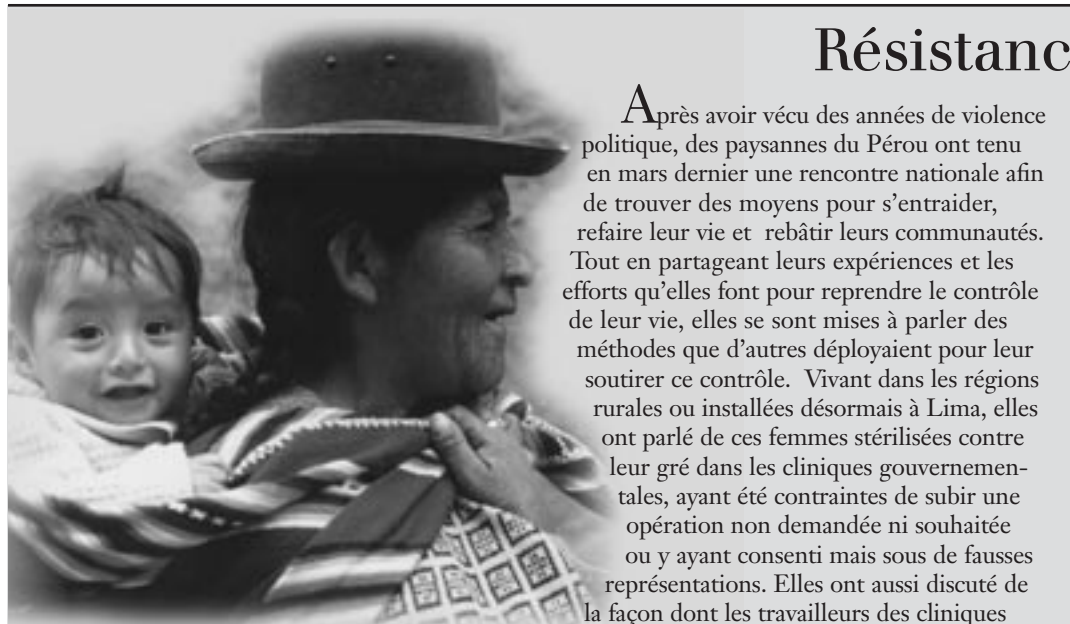
Les organismes de droits humains et de justice sociale du monde entier tentent de comprendre ces mécanismes et leurs effets sur les femmes, les enfants et leurs communautés. Avec le soutien d'Inter Pares, l'Instituto Latinoamericano de Servicios Legales Alternativos (ILSA) et la Caribbean Association for Feminist

Research and Action (CAFRA) ont récemment appuyé des études dans divers pays d'Amérique du Sud et des Antilles afin de cerner et d'analyser certaines de ces réalités. Ces recherches ont été suivies d'une conférence en Jamaïque en juillet 1998 qui rassemblait des chercheurs, militants de droits humains, fonctionnaires des gouvernements et travailleurs du sexe. Cette conférence a tenté d'identifier des façons de protéger les droits fondamentaux des filles et des femmes.

En Asie du Sud, des groupes du Bangladesh, de l'Inde, du Népal, du Sri Lanka et du Pakistan conjuguent leurs efforts afin de comprendre le problème du trafic des femmes dans la région. Depuis 1997, ils exercent des pressions lors des réunions de l'Association pour la coopération régionale en Asie du Sud pour que les chefs d'État adoptent une convention contre ce trafic. Ces pressions ont été si fructueuses que les premiers ministres et présidents des pays de la région ont donné

leur accord à la préparation d'un cadre de travail légal contre le trafic des femmes devant s'appliquer à toute la région. Les groupes collaborent maintenant à l'ébauche de la convention, qui sera présentée pour ratification à la prochaine rencontre des chefs d'État en 1999.

Ces groupes savent que l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants ne saurait être contrée seulement par de nouveaux codes criminels. Aussi plaident-ils en faveur de stratégies de développement qui cherchent explicitement à renforcer le rôle politique, social et économique des femmes. Tant qu'elles ne seront pas des citoyennes à part égale et entière, les femmes continueront d'être exposées à une grotesque division du travail, dépouillées de la possibilité de mener une vie axée sur l'espoir, la dignité et la sécurité. Inter Pares continuera à soutenir ces efforts afin d'enrayer le trafic d'êtres humains et pour promouvoir la dignité et les droits de toutes les personnes.



Résistance

Après avoir vécu des années de violence politique, des paysannes du Pérou ont tenu en mars dernier une rencontre nationale afin de trouver des moyens pour s'entraider, refaire leur vie et rebâtir leurs communautés. Tout en partageant leurs expériences et les efforts qu'elles font pour reprendre le contrôle de leur vie, elles se sont mises à parler des méthodes que d'autres déployaient pour leur soustraire ce contrôle. Vivant dans les régions rurales ou installées désormais à Lima, elles ont parlé de ces femmes stérilisées contre leur gré dans les cliniques gouvernementales, ayant été contraintes de subir une opération non demandée ni souhaitée ou y ayant consenti mais sous de fausses représentations. Elles ont aussi discuté de la façon dont les travailleurs des cliniques trompent souvent les femmes au sujet des

effets secondaires possibles de la contraception à long terme, des complications et des maladies qui surviennent en l'absence de soins de santé.

On a documenté, non seulement au Pérou mais aussi partout dans le monde, des milliers de cas de stérilisation forcée où la décision la plus intime qui soit, et aussi la plus personnelle, a été bafouée de façon violente et traumatisante. Un nombre encore plus élevé de femmes reçoivent des informations inexactes sur la contraception et un suivi médical inadéquat.

Nos collègues dans ces pays nous disent que cette violence vise toujours les gens les plus pauvres qui sont pour la plupart des femmes. Les coupables sont les cliniques gouvernementales ou les sociétés privées contractées pour appliquer les programmes de contrôle des naissances. Pourquoi cela se passe-t-il ?

Partout dans le monde, les économies rurales sont démantelées; des terres autrefois communales sont clôturées et accaparées pour produire des biens d'exportation – agriculture à grande échelle, exploitation minière ou forestière, élevage de crevettes. Les habitants, eux, ou bien

Le Caire + 5 : voix de femmes

Il y a cinq ans, au Caire, en Égypte, les groupes de femmes croyaient avoir remporté une importante victoire en faisant inscrire l'équité entre les hommes et les femmes à l'ordre du jour de la Conférence internationale des Nations unies sur la population et le développement. Le plan d'action issu de la Conférence du Caire – en parlant davantage de la santé des femmes et des droits en matière de reproduction et moins de pratiques visant le contrôle de la croissance de la population – ne témoignait-il pas de l'influence de ces groupes?

Pourtant, le succès de la rencontre du Caire n'a pas fait l'unanimité. Bien que les textes du Caire témoignent d'une plus grande sensibilité aux questions d'équité, de nombreux groupes de femmes, en particulier dans le Sud, affirment qu'autant en théorie qu'en pratique, le contrôle démographique reste inchangé. Alors que la conférence du Caire devait porter autant sur le développement que sur la population, en réalité, elle n'a pas accordé suffisamment d'importance à la surconsommation

pratiquée au Nord et au système économique mondial. Ces deux facteurs contribuent à la destruction de l'environnement et à l'appauvrissement de la plupart des habitants de la planète et en particulier des femmes. À un point tel que lorsque les questions de l'éducation des femmes, de l'emploi et du pouvoir politique ont été abordées, on en a parlé comme de moyens pour faire baisser les taux de fécondité.

La conférence du Caire a peut-être constitué une étape importante vers la reconnaissance des questions d'équité. Cependant, sur les 17 milliards \$ nécessaires à la mise en œuvre du plan d'action, les deux tiers visaient le contrôle démographique et le tiers seulement visait la santé des femmes en matière de reproduction.

Inter Pares soutient depuis longtemps que l'accès à des méthodes de planification familiale sécuritaires et efficaces est essentiel et qu'il s'agit là d'un droit fondamental. La planification familiale doit être offerte dans le cadre d'un système de santé qui assure les

tests, les traitements et le suivi appropriés.

Cinq ans après le Caire, nous savons par nos collègues du Sud que l'on continue à imposer des programmes coercitifs pour contrôler la croissance de la population. On recrute toujours des femmes pauvres pour tester des contraceptifs et des méthodes de stérilisation risquées, en l'absence même de tout suivi médical. Les systèmes de santé primaire n'ont pas été améliorés et la mortalité maternelle n'a pas diminué. Au même moment, des recherches sont effectuées sur de nouveaux moyens, souvent dangereux, de stérilisation et de contrôle des naissances – tels que les «vaccins» anti-fertilité ou la quinacrine comme agent stérilisant. Ceux-ci sont par la suite testés ou distribués auprès des femmes du tiers monde.

Un processus appelé «Le Caire + 5» est maintenant en cours. Une série d'activités sont prévues et doivent déboucher sur une session spéciale de l'assemblée générale des Nations unies en juin prochain. Cette session aura pour objectif de réexaminer la mise en œuvre du plan d'action établi en 1994. Quant aux ONG, elles organisent un forum spécial en février aux Pays-Bas, pour évaluer les succès remportés et les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de l'entente du Caire.

Dans le cadre du «Caire + 5», Inter Pares est impliqué avec ses homologues du Sud dans une série d'activités telles que : des ateliers publics pour partager l'information concernant les moyens contraceptifs et de stérilisation qui sont dangereux; une recherche comparative sur la prestation des services de santé et la prestation des programmes de contrôle de la population dans les régions rurales du Bangladesh; de même que des représentations auprès du gouvernement et du Parlement canadiens afin de souligner l'importance de répondre, par des programmes, aux besoins fondamentaux des femmes en matière économique et sociale, et au plan de leur santé.

Inter Pares travaille pour que la voix critique des femmes ne se perde pas dans le processus «Caire + 5». Une voix qui plaide pour l'abandon des approches démographiques visant exclusivement le contrôle de la fécondité des femmes et qui propose plutôt que la santé et le bien-être des femmes soient abordés sous l'angle de la justice sociale. Les efforts à venir devront viser à assurer la liberté et la santé des femmes en matière de reproduction et se traduire par des programmes qui offriront aux femmes un plus grand contrôle sur tous les aspects de leur vie. Seulement alors pourra-t-on considérer le processus de politique amorcé au Caire en 1994 comme un succès.

e et choix

risquent leur vie en résistant ou bien partent pour la ville afin de trouver de quoi se nourrir, eux et leur famille. Au Pérou, les fonctionnaires gouvernementaux disent ouvertement à quel point ils sont préoccupés par «l'excédent» de pauvres dans les campagnes et par leur migration vers les villes. Au lieu de reconnaître l'effet pervers de leurs propres politiques sur les communautés et sur les économies locales, ces fonctionnaires jugent que le problème se sont les gens eux-mêmes. Ces fonctionnaires s'efforcent dès lors de contrôler les gens et leurs déplacements.

En fin de compte, nos propres gouvernements du Nord avalisent et renforcent cette attitude en n'assumant pas leur part de responsabilité dans les politiques économiques mondiales qui créent des «excédents» humains. Bien qu'ils exigent formellement que les programmes de planification familiale qu'ils financent soient volontaires, les gouvernements du Nord n'hésitent pas à exprimer leur insatisfaction quand le nombre de stérilisations et de contraceptions à long terme n'atteint pas les objectifs qu'ils ont fixés. Lorsque l'objectif visé se résume à la quantité de stérilisations et de contraceptions à long terme, il en résulte inévitablement des programmes qui cachent aux gens leur propre situation, et qui leur dérobent leur dignité. Seuls les programmes de planification familiale qui offrent des informations et des services qui permettent aux femmes et aux hommes de décider en toute liberté et sécurité combien d'enfants ils désirent avoir et quel intervalle ils souhaitent entre les grossesses, connaissent un véritable succès. Cela a été démontré à plusieurs reprises.

Dans leur plan d'action visant à refaire leur vie et à rebâtir leurs communautés, les paysannes du Pérou ont exigé que les femmes stérilisées contre leur gré reçoivent des soins physiques et psychologiques ainsi qu'une compensation financière pour la violence qu'elles ont subie. Elles demandent également la création de programmes de soins de santé intégrés comprenant, entre autres, de l'assistance et des informations adéquates sur la planification des naissances, afin que les femmes elles-mêmes puissent décider et planifier.

Au Pérou et dans plusieurs autres pays dans le monde, Inter Pares fournit un soutien financier et politique aux organismes qui cherchent, comme le groupe des paysannes péruviennes, à résister à ces violations et à permettre aux femmes et aux hommes d'avoir accès aux informations et aux services leur permettant de décider eux-mêmes du nombre d'enfants qu'ils auront et à quel moment. Inter Pares intervient également avec d'autres organismes afin de remettre en question les politiques économiques qui créent des «excédents» humains – de purs fardeaux pour un système économique dans lequel ces derniers n'ont aucune place et sur lequel ils n'ont aucune emprise.

Migrations : *défier les frontières, créez de nouveaux horizons*

Depuis que le monde est monde, l'être humain parcourt les routes. Le mouvement est inhérent à la condition humaine. La quête d'une vie meilleure, la nécessité de se déplacer pour survivre, les pèlerinages, autant de raisons qui motivent les individus à partir, à quitter leur quotidien familial, leurs proches, leur univers pour affronter l'inconnu. Quel que soit le motif qui précède la décision, le départ est synonyme de déracinement chez l'individu, de même que porteur de changement profond pour la société d'accueil.

L'abondance d'informations sur l'actualité internationale porte à croire que les migrations sont un phénomène relativement récent et, de plus, menaçant pour les pays du Nord. Un regard éclairé sur les statistiques permet de constater que la réalité est beaucoup plus nuancée. De fait, les mouvements migratoires contemporains sont différents de leurs prédécesseurs principalement par l'abondance et la provenance des flux. Les deux guerres mondiales ont donné naissance à un déplacement de personnes comme jamais auparavant. Pour des raisons politiques et économiques, plusieurs se sont déplacés à l'intérieur de l'Europe, alors que d'autres, nombreux, sont venus rejoindre définitivement les Amériques et l'Australie. Les tractations politiques qui ont accompagné la décolonisation ont aussi provoqué des réaménagements de population, comme ce fut le cas lors de la séparation entre l'Inde et le Pakistan. Aujourd'hui, la fréquence des conflits violents et les pénuries alimentaires continuent de créer des flux de réfugiés, dont la majorité est accueillie par des pays limitrophes. De ces milliers de réfugiés, peu franchissent les frontières des pays nordiques.

Par ailleurs, de nouveaux facteurs forcent les gens à partir. La capitalisation de l'agriculture accentue la concentration de la terre aux mains de quelques privilégiés, fragilisant davantage la capacité de subsistance de populations entières. Quant aux monocultures, privilégiées pour des fins d'exportation, elles contribuent à l'éviction des petits propriétaires terriens. Ces réalités, exacerbées par la libéralisation économique croissante, sont souvent sources de destruction des environnements et des modes de vie ruraux, obligeant les paysans à venir gonfler les bidonvilles pour y vendre leur force de travail. De plus, les femmes et les enfants forment aujourd'hui la grande majorité des migrants. On peut parler de

féminalisation des migrations et de la pauvreté, cette dernière étant souvent à la fois cause et conséquence du déplacement.

Depuis toujours, les disparités économiques dictent les destinations des travailleurs migrants. Ainsi, nombre de travailleurs «invités» ont fait la navette entre leur pays d'origine et l'Europe avant de s'installer à demeure lorsque les frontières sont devenues plus hermétiques. La volonté des économies développées de contrôler le mouvement s'est traduite par un resserrement des lois

d'enrichir la vie sociale, économique, politique et culturelle des sociétés. Cette réalité contemporaine entraîne la disparition progressive d'anciennes balises. Comme le mouvement, la territorialité a toujours fait partie du paysage humain. La rhétorique de la mondialisation appelle à la disparition des frontières physiques, tout en prônant, paradoxalement, un contrôle serré des mouvements de personnes. Les migrations, soit l'émigration et l'immigration, plus particulièrement lorsque cette dernière



Philip Gain

d'immigration dans les pays du Nord. En conséquence, les travailleurs mexicains qui, depuis toujours, migrent aux États-Unis au gré des saisons suivant la logique de l'offre et de la demande, se voient désormais contraints à la clandestinité. Le resserrement des frontières autorise tout de même un approvisionnement en main-d'œuvre bon marché, tout en niant à ces travailleurs toute chance de reconnaissance de leurs droits les plus élémentaires. Au nom d'un certain développement qui ne profite qu'à quelques-uns, ceux et celles qui font obstacle au «progrès» sont exclus. Dans ce monde de plus en plus amalgamé, il devient impossible d'esquiver la responsabilité qui nous incombe comme êtres humains : les problèmes comme les richesses sont à partager.

Au Canada, nous sommes à même de profiter des richesses héritées des multiples appartenances des citoyens et citoyennes qui peuplent ce pays. Il en est de même pour la majorité des grandes villes du monde d'aujourd'hui, caractérisées par un métissage ethnique et culturel susceptible

est conçue comme une politique de «construction nationale», favorisent l'émergence d'une nouvelle culture. Dans ce sens, l'immigration appelle l'érosion des frontières mentales. Elle incite à l'ouverture. Par la diversité qu'elle crée au sein des sociétés d'accueil, l'immigration est un rappel constant de l'existence de l'autre, désormais proche et lointain à la fois, et qu'on ne peut plus ignorer.

L'immigration s'impose comme une leçon d'apprentissage de l'ouverture pour celui qui arrive et pour celui qui accueille. Même dans un pays d'immigrants comme le Canada, la diversité culturelle constitue un défi important où le concept de citoyenneté prend tout son sens. Une citoyenneté inclusive, synonyme d'engagement dans une société où la cohésion émane de l'acceptation de tous les individus qui s'y retrouvent. En misant sur notre humanité partagée comme dénominateur commun, la diversité ne peut qu'enrichir en insufflant dynamisme et nouveauté dans les sociétés, chez nous et ailleurs, où elle peut s'épanouir.

